

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières, mines et après-mines
ZAC de Bourran
9 Rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 25/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL GALIBERT et FILS

18 route d'Alayrac
12500 Espalion

Références : 12-CARMIN-2026-02
Code AIOT : 0006800069

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2026 dans l'établissement SARL GALIBERT et FILS implanté La Gailhouse, Le Bois et Combe Fouillouse 12500 Espalion. L'inspection a été annoncée le 21/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi renforcé de cette carrière et du récolement de la mise en demeure du 9 septembre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL GALIBERT et FILS
- La Gailhouse, Le Bois et Combe Fouillouse 12500 Espalion

- Code AIOT : 0006800069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière d'Espalion est une carrière de calcaire autorisée pour une durée de 19 ans pour un volume annuel de 130 000 T en moyenne.
Elle dispose d'une installation de traitement des matériaux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Piquetage	AP Complémentaire du 09/09/2025, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Récolement mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 09/09/2025, article 1	Demande d'action corrective	6 mois
3	Stabilité des fronts	AP Complémentaire du 06/02/2024, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Déchets	Autre du 31/05/2021, article R.541-43-1 II du CE	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection porte sur le récolement de la mise en demeure du 9 septembre 2025 et le suivi des constats de l'inspection du 30 juillet 2024 sur la thématique du remblaiement à l'aide de matériaux inertes.

Le remblayage des fronts supérieurs à 15 mètres est toujours en cours. Le piquetage de la phase d'exploitation n°3 a été réalisé.

L'inspection note la volonté de l'exploitant de régulariser les non-conformités. Néanmoins, les non-conformités relevées à la suite de l'inspection du 30 juillet 2024 persistent. A ce titre, il est proposé un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Piquetage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2025, article 1
Thème(s) : Autre, Extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant procède, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, au piquetage de la phase d'exploitation n°3 conformément au plan annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 23 avril 2020. Ce piquetage intègre le périmètre de la carrière, la bande de protection des 10 mètres et la limite de la zone à exploiter, conformément au plan sus-visé. Au fur et à mesure de l'exploitation, l'exploitant procède au piquetage des banquettes à préserver. L'exploitant informe l'inspection des installations classées avant toute extraction de la phase n°3.
Constats : L'exploitation de la phase n°3 n'a pas encore débuté. L'exploitant a procédé au piquetage sur les parcelles 513, 512 et 511. Pour cela, le géomètre s'est positionné sur des ouvrages existants (murets et clôtures) qui ne sont pas nécessairement représentatifs du bornage exact.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de procéder au bornage de l'ensemble des parcelles afin de s'assurer du respect de la bande des 10 mètres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Récolement mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/09/2025, article 1
Thème(s) : Autre, Extraction
Prescription contrôlée : La société SARL GALIBERT ET FILS exploitant une carrière sise aux lieux-dits "Alayrac" et "Combe Fouillousse" sur la commune d'Espalion est mise en demeure : - de respecter les dispositions de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2016 dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté. <i>Article 16.1 : "L'exploitation est conduite par fronts de taille d'une hauteur unitaire maximale de 15 mètres séparés par des banquettes horizontales d'une largeur minimale de 5 mètres en cours d'exploitation [...]"</i>

<p>Constats :</p> <p>Les fronts d'une hauteur supérieure à 15 mètres sont en cours de remblaiement. Cette régularisation est réalisée sur un pas de temps long et nécessite un volume important de matériaux inertes.</p> <p>Afin de remédier à cette non-conformité persistante et permettre la réouverture du chemin communal au public, il est envisagé d'abaisser le niveau du chemin actuel de 10 mètres en éliminant la strate marno-calcaire instable et de remblayer les pieds de fronts avec ce matériau (non valorisable).</p> <p>Dans l'attente de la transmission d'un porter-à-connaissance, l'arrêté préfectoral de mise en demeure est maintenu.</p> <p><i>Pour rappel : suite à la conclusion de l'étude géotechnique de 2023, le maire d'Espalion a pris un arrêté municipal d'interdiction d'accès au chemin communal surplombant la carrière.</i></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant déposera auprès de l'inspection des installations classées un porter-à-connaissance mentionnant la solution retenue (abaissement ou déplacement du chemin) pour régulariser la hauteur des fronts (en complément du remblaiement toujours en cours).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 3 : Stabilité des fronts

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/02/2024, article 2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait procéder, à une fréquence à minima annuelle, à une étude géotechnique de l'ensemble des fronts (en exploitation et déjà exploités) et plus particulièrement du front Sud.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise avoir pris contact avec le cabinet FONDASOL durant l'été 2025, mais en raison de l'absence de disponibilité, le bureau d'études n'a pas pu se rendre sur site en 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser l'étude géotechnique dans un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- l'origine des déchets ;- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.
Constats : Lors de la visite du 30 juillet 2024, l'inspection a demandé à l'exploitant de mettre en place, pour les sociétés dont les apports sont réguliers sur la carrière, un document d'acceptation préalable. Au jour de l'inspection, cette demande d'acceptation préalable (DAP) n'est toujours pas mise en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">- l'accusé d'acceptation des déchets ;- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;- le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des

installations classées.
Constats : Lors de la visite du 30 juillet 2024, l'inspection a constaté le non report du contrôle visuel sur le registre. Depuis, l'exploitant annote manuellement le contrôle sur le bon de réception de chaque apport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité [...].
Constats : Lors de la visite du 30 juillet 2024, l'inspection a noté que le plan de localisation du remblayage n'était pas suivi. Au jour de l'inspection, l'exploitant ne tient toujours pas à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais en cohérence avec les apports mentionnés dans le registre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Déchets

Référence réglementaire : Autre du 31/05/2021, article R.541-43-1 II du CE
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I.

<p>Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient un registre papier ne lui permettant pas de téléverser les données. Ce constat est similaire à celui relevé lors de l'inspection du 30 juillet 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>